

Togo

Le Conseil national de la comptabilité officiellement lancé

Le Togo entame une nouvelle étape dans le renforcement de sa gouvernance financière. Le Conseil national de la comptabilité (CNC-Togo) a officiellement lancé ses activités, le jeudi 28 août 2026 à Lomé. La rencontre était présidée par Badanam Patoki, ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, représentant ...



PAGE 5

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Une journée avec Ablavi Trounou, bénéficiaire du Produit d'accompagnement spécial (PAS) du FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", nous décidons

PAGE 2

ENERGIE



Courant électrique

Des interruptions ponctuelles à prévoir jusqu'au 21 septembre sur l'ensemble du territoire

Dans un communiqué publié en fin de semaine dernière, la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) a annoncé des interruptions ponctuelles de la fourniture d'électricité sur l'ensemble du territoire ...

PAGE 9



Ordination de monseigneur Amekuse

« Notre pays a besoin de bâtisseurs de ponts plus que de constructeurs de murs »

Le diocèse de Kpalimé a vécu, le samedi 29 août 2026, l'ordination épiscopale de monseigneur Edmond Yawo Amekuse, nommé troisième évêque du diocèse par le pape Léon XIV, le 26 juin dernier.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Togo : une vingtaine de ressortissants rapatriés d'Afrique du Sud

Une vingtaine de ressortissants togolais ont regagné le Togo ce dimanche, en provenance de l'Afrique du Sud, dans le cadre d'une opération de rapatriement volontaire entièrement financée par l'État. À leur arrivée à l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé, ils ont été accueillis par Senamé Gbenouga, directeur de cabinet, représentant le ministre délégué chargé de la Coopération et des Togoais de l'Extérieur. Cette opération intervient dans un contexte difficile pour certains Togolais établis en Afrique du Sud. Plusieurs sont confrontés à des difficultés liées à l'obtention ou au renouvellement de leurs titres de séjour, auxquelles s'ajoute une recrudescence d'actes à caractère xénophobe. Sur instruction du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le gouvernement a mis en place ce dispositif pour permettre aux ressortissants qui le souhaitent de rentrer volontairement au pays dans des conditions sécurisées et dignes. À travers cette initiative, les autorités togolaises réaffirment leur volonté d'accompagner les Togolais de l'Extérieur confrontés à des situations de vulnérabilité. Le gouvernement entend ainsi renforcer les mécanismes d'assistance aux citoyens dont la sécurité ou les conditions de séjour deviennent préoccupantes.

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCIÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ

0% TAUX

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement

https://togo.coris.bank

CMJN

*Offre soumise à conditions

	SOMMAIRE	Cédéao - EACJ Hadja Mémounatou Ibrahima en visite à la Cour de justice de l'Afrique de l'Est  P 5	Cotonculture L'objectif de 10 980 hectares atteint par les producteurs nationaux  P 9	Eliminatoires CAN U23 2027 Le Togo hérite de la Libye au premier tour  P 10
---	-----------------	---	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Une journée avec Ablavi Trounou, bénéficiaire du Produit d'accompagnement spécial (PAS) du FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", nous décidons de vous faire passer une journée avec un des bénéficiaires du Produit d'Accompagnement Spécial du FNFI, qui fait de la vente de sacs de friperie son activité génératrice de revenus.

Insallée dans un simple apateme de fortune dans le quartier Adakpamé, Ablavi TROUNOU, la cinquantaine a par le passé déjà bénéficié successivement des 4 cycles du crédit Accès des Paivres aux Services Financiers (APSEF). Elle confie aujourd'hui s'être lancée dans une activité génératrice de revenus grace à ce premier coup de pouce financier du FNFI, chose qu'elle pensait jusqu'ici impossible avant le lancement du Fonds, les Institutions de Micrifinance classiques étaient de plus en plus réticentes à prêter aux ménages vulénarbles. Ce premier coup de pouce financier permet à Dame Ablavi de débiter l'achat et la revente d'une dizaine de sacs de friperie. A l'époque, elle se promenait dans les quartiers

environnants. " Le temps passait et je me rendais compte que je devais faire mieux si je voulais etre indépendante et autonome. Comme vous le savez, quand on commence une activité et on se rend compte que l'activité fleurit, on espere d'autres sources de financements pour pouvoir explorer d'autres horizons. J'avais fini de rembourser en intégralité mes 4 cycles de



Ablavi Trounou

APSEF et je me suis mise à chercher d'autres sources de finacement additionnelles. J'ai alors commencer à aller aux informations pour trouver gain de cause".

Et justement dans le partenariat qui lie le FNFI à ses 28 Prestataires de Services

Financiers dans la distribution des produits du FNFI, des séances d'informations et de sensibilisation sont organisées ponctuellement pour permettre aux bénéficiaires réels et potentiels d'avoir des informations relatives au FNFI et aux produits en temps réel afin de pouvoir faire des choix optimales et faire des réajustemnts si besoin en était. " C'est justement aucours d'une séance d'information organisée

à l'endroit des populations par PADES Microfinance que j'ai personnellement été informée de l'existence du Produit d'Accompagnement Spécial. Un Produit qui après les explications était bien adapté à mes besoins, notamment à mon activité. Nous nous sommes constituées en

groupes solidaires et nous nous sommes pliées à toutes les exigences du PSF partenaire. Apres une riche formation technique et financiere, nous voici déosrmais mieux aguériss pour obtenir le précieux césame. Personnellement, j'ai obtenu un crédit de 100.000 FCFA qui m'a permis de pouvoir ériger cette petite baraque que vous voyez et d'acheter deux balots de sacs de friperie. Ce sont ces deux balots que j'expose actuellement, et comme vous le voyez, j'ai assez de sacs à proposer à ma clietele de plus en plus nombreuse." Un coup de pouce financier spécial qu'accorde le FNFI aux bénéficiaires fin de cycle de APSEF et AGRISEF, de quoi motiver ces derniers à bien faire usage des différents crédits recus mais aussi et surtout à rembourser dans les délais. " Depuis que mon activité s'est agrnadit, c'est un véritable soulagement, car je n'ai plus besoin de me déplacer dans les rues sous le chaud soleil pour vendre mes sacs. Je les expose ici dans ma baraque, et comme j'ai réussi progressivement à fidéliser ma clientèle, chacun vient faire ses affaires quand il en resent le besoin. Mes sacs

sont à la portée de tous. En fonction du modèle et du style, mes sacs coutent entre 1500 et 5000 FCFA, de quoi attirer du monde tous les jours. Ma clienetele est constituée en majorité de jeunes élèves, étudiantes, jeunes femmes, Lomé étant devenue une ville à la mode, persone ne peut résister à la tentation. Et depuis lors, je vend en moyenne 5 sacs par jour, et je me dit que pour un début c'est une très bonne chose. Je parviens à dégager des bénéfices qui me permettent de soutenir mon époux dans la prise en charge des besoins de notre famille. Je ne pers pas égaement de vue le remboursement du crédit qui pour moi est un élément essentiel si je veux poursuivre ma croissace dans la paysage de l'inclusion financière."

Le PAS, un produit spécialement conçu pour apporter une réponse significative aux bénéficiaires APSEF et AGRISEF en fin de cycle, avec à la clé un crédit de 100.000 ou 130.000 FCFA selon les cas assorti d'un faible taux d'interet pour leur permettre de passer à échelle et de renforcer leurs activités génératrices de revenus.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire





Fonds National de la Finance Inclusive

	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Caleb Akponou Affo-Djèlè Alarba Responsable administrative, financière et commerciale: Amah Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	---	--	--

Ordination de monseigneur Amekuse « Notre pays a besoin de bâtisseurs de ponts plus que de constructeurs de murs »

Le diocèse de Kpalimé a vécu, le samedi 29 août 2026, l'ordination épiscopale de monseigneur Edmond Yawo Amekuse, nommé troisième évêque du diocèse par le pape Léon XIV, le 26 juin dernier.

L'ordination épiscopale a été conférée par monseigneur Rubén Darío Ruiz Mainardi, Nonce apostolique au Bénin et au Togo, monseigneur Benoît Alowonou, Évêque émérite et administrateur apostolique du diocèse de Kpalimé et monseigneur Prosper Kontiebo, archevêque de Ouagadougou. C'était au cours d'une messe célébrée en la paroisse immaculée conception de Tsihinu en présence du président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, représentant le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, ainsi que des membres du gouvernement, du corps diplomatique et des autorités administratives, militaires et religieuses.

La messe s'est déroulée conformément au rituel complet de l'ordination épiscopale : rites initiaux, liturgie de la parole, rites d'ordination, liturgie eucharistique et rites de la communion. La liturgie de la parole

a été marquée par la proclamation de l'évangile selon saint Jean 15 : 9-17, dans lequel Jésus invite ses disciples à demeurer dans son amour et à s'aimer les uns les autres comme lui-même les a aimés, allant jusqu'à donner sa vie pour ceux qu'il aime. Il les appelle non plus serviteurs,



Le professeur Komi Selom Klassou (à gauche), et monseigneur Edmond Yawo Amekuse (Crédit photo : Assemblée nationale)

mais amis, et les envoie porter du fruit, un fruit qui demeure. Un texte qui résonne particulièrement avec la devise choisie par le nouvel évêque, « *Adiutores gaudii vestri* » « Collaborateurs de votre joie ». Le Nonce apostolique, monseigneur Rubén Darío Ruiz Mainardi, a précisé que l'évangile du jour rappelle précisément que cette joie promise par le Christ à ses amis est appelée à être parfaite.

Le message du nouvel Évêque : « des bâtisseurs de ponts »

À l'issue de la célébration, monseigneur Edmond Yawo Amekuse s'est adressé au peuple de Dieu, en saluant particulièrement la présence de nombreuses personnalités de l'État et soulignant la complémentarité entre l'Église, famille de Dieu et le pouvoir public.



« Je salue avec déférence monsieur le président de l'Assemblée nationale. Portez mes salutations et remerciements au président de la République et au président du Conseil. Merci pour leur présence discrète. Votre présence nous honore et rappelle que l'Église et l'État, chacun dans son domaine, peuvent marcher ensemble au service du même peuple. Ensemble, nous sommes appelés à rechercher la paix, la justice, la vérité et la concorde nationale. Notre pays a besoin de bâtisseurs de ponts plus

que de constructeurs de murs, de serviteurs du bien commun plutôt que de défenseurs d'intérêts particuliers, d'hommes et de femmes qui fassent grandir la confiance plutôt que la peur. L'Église, humblement, veut prendre sa part dans cette œuvre commune : être une école de conscience et de responsabilité, une maison où l'on apprend à bâtir la cohésion sociale », a indiqué monseigneur Edmond Yawo Amekuse, nouvel Évêque de Kpalimé

Un parcours entre pastorale, formation romaine et enseignement supérieur
Né le 16 novembre 1967 à Agou-Akoumahou, monseigneur Amekuse a été ordonné prêtre le 28 décembre 1996 en la Cathédrale Saint-Esprit de Kpalimé, par monseigneur Pierre Koffi Seshie, premier Évêque du diocèse. Son parcours conjugue ministère paroissial, spécialisation à Rome, une licence en dialogue interreligieux obtenue en 2004, puis un doctorat en liturgie en 2008 à l'Institut Sant'Anselmo. Il assumait des responsabilités universitaires, notamment au sein de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO), où il achevait un mandat de secrétaire général à Ouagadougou au

moment de sa nomination épiscopale. Avec la devise « *Adiutores gaudii vestri* » « Collaborateurs de votre joie », monseigneur Edmond Yawo Amekuse entend inscrire son épiscopat dans le service, l'écoute, la communion et la synodalité, dans la continuité de la devise du premier Évêque de Kpalimé, « *Non ministrari sed ministrare* ».

Une nouvelle étape pour le Diocèse de Kpalimé
Érigé le 1er juillet 1994 par détachement de l'archidiocèse de Lomé, le diocèse de Kpalimé a été conduit successivement par monseigneur Pierre Koffi Seshie entre 1994 et 2000, puis par monseigneur Benoît Alowonou de 2001 à 2026. Il compte aujourd'hui 75 paroisses et environ 301 500 fidèles. Avec l'ordination de monseigneur Edmond Yawo Amekuse, une nouvelle étape s'ouvre dans la continuité de cette histoire ecclésiale.

Le nouvel Évêque est officiellement enté dans l'exercice de sa charge pastorale le dimanche 30 août 2026, lors d'une messe de prise de possession canonique en la Cathédrale Saint-Esprit de Kpalimé.

**La rédaction
Source : Assemblée nationale**

Innovation Bâtir une jeunesse productrice de solutions made in Togo

Et si l'école togolaise devenait demain le premier laboratoire où naissent les solutions technologiques du pays ? C'est l'ambition portée par le gouvernement à travers la formation de 101 Fabmanagers, lancée le lundi 24 août 2026 à l'Institut national de formation et de perfectionnement professionnels (INFP) par le ministère de l'Éducation nationale.

À la croisée de l'éducation, du numérique et de l'innovation, cette initiative entend transformer la manière d'apprendre les sciences et préparer les jeunes aux défis technologiques de demain. Le ministre de l'Éducation nationale, Mama Omorou,

a officiellement lancé la formation spécifique des 101 futurs Fabmanagers, recrutés à l'issue du dernier concours national de recrutement des enseignants fonctionnaires. Leur mission sera d'accompagner les élèves au sein des FabLabs éducatifs qui seront déployés dans les collèges et lycées scientifiques, et des Centres régionaux d'innovation technologique (CRIT).

Cette nouvelle étape intervient après la formation générale de deux semaines suivie par les nouveaux enseignants. Pendant un mois, les

Fabmanagers seront désormais familiarisés avec les outils, les équipements



Mama Omorou (au milieu)/Crédit photo : education.gouv.tg

et les méthodes nécessaires à l'animation des laboratoires. Le ministre les présente comme « les véritables

chevilles ouvrières de notre écosystème national d'innovation ».



De la théorie à la pratique : une nouvelle façon d'apprendre
Les FabLabs permettront aux élèves de passer de la

théorie à l'expérimentation. **P r o g r a m m a t i o n**, robotique, intelligence artificielle, internet des objets, impression 3D ou encore expériences scientifiques pourront être mobilisés pour donner une dimension pratique aux enseignements reçus en classe. Ainsi, l'élève ne sera plus seulement appelé à retenir une formule ou à comprendre un principe scientifique. Il pourra l'observer, le manipuler, l'expérimenter et, surtout, tenter d'en faire quelque chose. C'est précisément cette philosophie que résume le ministre Omorou lorsqu'il...

Suite à la page 4

Innovation

Suite de la page 3

Bâtir une jeunesse productrice de solutions made in Togo

... affirme : « Un FabLab, ce n'est pas un ensemble d'imprimantes 3D, c'est avant tout une âme, un état d'esprit ». Ces espaces doivent devenir des lieux « d'apprentissage, d'expérimentation, de prototypage, de créativité et d'innovation », renchérit-il.

Une vision gouvernementale : Créer plutôt que consommer
Au-delà de la réforme pédagogique, le déploiement des FabLabs traduit une ambition plus large. Il s'inscrit dans la vision gouvernementale qui fait de la transformation

numérique, de l'innovation technologique et du capital humain des leviers majeurs du développement de notre nation.
Dès lors, l'enjeu est de préparer une jeunesse capable de participer pleinement à la révolution technologique. « Notre jeunesse ne sera plus une jeunesse consommatrice de technologies importées. Elle sera une jeunesse créatrice, productrice de solutions made in Togo », a déclaré le ministre.

Cette ambition se veut également territoriale. En implantant les CRIT

et les FabLabs dans les différentes régions, le gouvernement entend faire de l'innovation un levier accessible aux jeunes, quel que soit leur lieu de résidence. L'objectif est clair : permettre que l'innovation ne soit plus le privilège de Lomé, mais une opportunité pour les jeunes de toutes les régions.

De l'idée à l'emploi : L'élève au cœur de l'innovation
Selon la vision, ces laboratoires constituent de véritables pépinières de talents. Un élève pourra partir d'une idée, expérimenter, fabriquer

un prototype et, pourquoi ne pas transformer son innovation en projet entrepreneurial. Le ministre résume cette ambition en une formule forte : « Nous passerons de l'idée au prototype, du prototype à l'entreprise, et de l'entreprise à l'emploi pour nos jeunes ».

En définitive, la formation des 101 Fabmanagers ne constitue donc pas une simple activité de renforcement de capacités. Elle marque une nouvelle étape dans la transformation de l'école togolaise : une école qui ne cherche plus

uniquement à transmettre des connaissances, mais à faire naître des vocations, développer des compétences et encourager la création de solutions.

Les premiers résultats de cette transformation pourraient bientôt se lire dans les inventions d'un élève, les prototypes d'un jeune innovateur et, peut-être, dans la prochaine grande solution technologique « made in Togo ». C'est là que se jouera véritablement le pari des FabLabs.

TM et education.gouv.tg

Cédéao – EACJ

Hadja Mémounatou Ibrahima en visite à la Cour de justice de l'Afrique de l'Est

En marge de sa mission à Arusha, en Tanzanie, la présidente du Parlement de la Cédéao, Hadja Mémounatou Ibrahima, a effectué une visite à la Cour de justice de l'Afrique de l'Est (EACJ). Cette rencontre a mis en lumière le rôle de la justice communautaire dans la consolidation de l'intégration régionale et de l'État de droit.

Les échanges ont porté sur la contribution des institutions judiciaires régionales à la protection des droits des citoyens, au respect des engagements pris par les États et au renforcement de

le rapprochement entre les institutions constitue un levier pour favoriser le partage d'expériences et améliorer l'efficacité des mécanismes d'intégration. La visite à l'EACJ s'inscrit ainsi dans une démarche

des institutions fortes et, surtout, au service de nos peuples », a-t-elle déclaré. Cette initiative entend également renforcer les passerelles entre les univers parlementaire et judiciaire. Au-delà des questions économiques et politiques, l'intégration africaine repose en effet sur des normes communes, des institutions crédibles et des mécanismes capables de garantir les droits et



Hadja Mémounatou Ibrahima en deuxième position de la gauche vers la droite

la confiance dans les mécanismes communautaires. Des enjeux qui prennent une importance croissante alors que les organisations régionales africaines cherchent à approfondir leur coopération. Pour la présidente du Parlement de la Cédéao,

de dialogue entre les différentes communautés économiques du continent.
« Du Parlement à la Cour de justice, nos institutions poursuivent une même ambition : faire de l'intégration régionale une réalité concrète, portée par des règles communes,

obligations découlant des engagements régionaux.
À Arusha, la démarche portée par Hadja Mémounatou Ibrahima traduit ainsi la volonté du Parlement de la Cédéao d'élargir la diplomatie parlementaire à une dimension continentale. Le

partage d'expériences avec l'Afrique de l'Est pourrait contribuer à faire émerger de nouvelles pratiques institutionnelles et à renforcer la coopération entre les espaces communautaires. Pour la Cédéao, l'enjeu est désormais de transformer ces rapprochements en actions concrètes,

susceptibles de rapprocher davantage les institutions régionales des populations. Une ambition qui place la justice, le dialogue institutionnel et la protection des citoyens au cœur d'une intégration africaine plus cohérente, plus solide et davantage ancrée dans le droit.

La rédaction

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnez-vous au journal quotidien TOGO MATIN !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un(e) ami(e) ou à vos proches ?

Nom (en lettres majuscules) : _____

Profession ou activité : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____

Je m'abonne

☐ Abonnement mensuel : 4.000 FCFA

☐ Abonnement trimestriel : 10.000 FCFA

☐ Abonnement semestriel : 20.000 FCFA

☐ Abonnement annuel : 40.000 FCFA

Vous êtes un particulier, un gérant, une agence conseil de communication ou un homme d'affaires. Vous êtes pressé. Votre communication dans le journal Togo Matin.

SP: 30071.0000-Togo
Tél: 074701010
Facebook: togomatin
E-mail: togomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
fax: togomatin07

Togo

Le Conseil national de la comptabilité officiellement lancé

Le Togo entame une nouvelle étape dans le renforcement de sa gouvernance financière. Le Conseil national de la comptabilité (CNC-Togo) a officiellement lancé ses activités, le jeudi 28 août 2026 à Lomé. La rencontre était présidée par Badanam Patoki, ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, représentant Essowé Georges Barcola, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget.

La création de cet organe consultatif traduit la volonté des autorités de consolider la qualité, la fiabilité et la transparence de l'information comptable et financière. Pour Elanyo Emegnimo, président du CNC-Togo, la comptabilité ne doit pas être réduite à une simple technique d'enregistrement des opérations. Elle constitue également un instrument de gouvernance, de décision et de transparence.

« La qualité de l'information comptable est devenue une condition essentielle de la confiance des investisseurs, des partenaires économiques, des institutions financières et de l'ensemble des citoyens », a-t-il déclaré. Le nouveau Conseil devra ainsi contribuer à créer les conditions d'une information fiable, pertinente, comparable

et conforme aux normes internationales.

Dans son intervention, Elanyo Emegnimo a également insisté sur la responsabilité des membres du Conseil, nommés pour la mandature 2026-2029. Il les a appelés à faire preuve de professionnalisme, de rigueur et de sens de l'intérêt général, afin de construire une institution dynamique, crédible et proche des professionnels, des entreprises et des administrations publiques. Représentant le gouvernement, Badanam Patoki a, pour sa part, placé l'installation du CNC-Togo dans une dynamique de modernisation de la gouvernance économique. Il a rappelé l'importance de la clarté des engagements, de la redevabilité et de la responsabilité partagée dans la conduite de l'action publique.

Le ministre a également présenté la comptabilité comme le « langage de la transparence, de la bonne gouvernance et de la confiance ». Dans un environnement marqué par les exigences de l'Ohada, de l'Uemoa et des investisseurs internationaux, il estime que la qualité des données financières constitue un levier pour améliorer la

transparence, faciliter l'investissement et renforcer la crédibilité du système économique national.

Le CNC-Togo aura plusieurs attributions. Il devra notamment émettre des avis sur la réglementation comptable, formuler des propositions au Conseil

et la responsabilité partagée. Il les a également encouragés à travailler de manière concertée avec les différents acteurs de l'écosystème comptable national. « En acceptant cette mission, vous devenez les architectes de la confiance économique de notre pays », a-t-il lancé.



La table d'honneur

comptable ouest-africain, coordonner les activités de recherche et contribuer à la diffusion de la documentation comptable. Pour le gouvernement, l'ambition dépasse toutefois la seule conformité aux textes. Le Conseil est appelé à faire de la comptabilité un outil stratégique de pilotage économique, capable d'accompagner le développement durable et la performance des acteurs publics et privés.

Badanam Patoki a invité les membres à privilégier le dialogue, l'intégrité

Le lancement du CNC-Togo intervient dans un contexte où la fiabilité de l'information financière constitue un enjeu croissant pour les économies africaines. Des comptes clairs et comparables facilitent en effet l'évaluation des entreprises, la décision des investisseurs et le suivi de l'utilisation des ressources publiques.

Au-delà du cadre national, le Conseil entend participer pleinement aux travaux du Conseil comptable ouest-africain, instance faîtière

des Conseils nationaux de la comptabilité de l'Uemoa. Cette dimension communautaire doit favoriser l'harmonisation des pratiques et le partage d'expériences.

Cette réforme doit renforcer le dialogue entre l'État, les entreprises, les professionnels et les partenaires financiers. En rapprochant les pratiques nationales des standards internationaux, le CNC-Togo devra contribuer à une lecture claire des performances économiques, à une gouvernance responsable et à un climat des affaires fondé sur la confiance, la transparence et la responsabilité.

La cérémonie s'est achevée par une photo de famille, avant l'ouverture de la deuxième session ordinaire du CNC-Togo. Nommés par arrêté du 26 avril 2026, les membres du Conseil exerceront un mandat de 3 ans, renouvelable une fois. Avec cette nouvelle institution, les autorités togolaises entendent renforcer la confiance dans les chiffres et faire de l'information comptable un véritable instrument au service de l'économie nationale.

Edy Alley

Aéroport de Lomé

1,51 million de passagers enregistrés en 2024

L'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) de Lomé confirme sa montée en puissance. Avec 1,51 million de passagers enregistrés en 2024, la plateforme togolaise se classe au troisième rang parmi les aéroports des pays utilisant le franc CFA. Elle se place derrière Dakar et Abidjan, tout en devançant plusieurs capitales d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

Le classement est dominé par l'aéroport international Blaise Diagne de Dakar, qui a accueilli 2,93 millions de voyageurs. Il est suivi par Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, avec 2,54 millions de passagers. Lomé complète ainsi le trio de tête, loin devant Douala, au Cameroun, qui totalise environ 1,14 million de voyageurs.

Derrière la plateforme camerounaise figurent Yaoundé-Nsimalen avec

820 000 passagers, Bamako avec environ 800 000, puis Libreville, Ouagadougou, Brazzaville et Cotonou, avec respectivement 750 000, 690 000, 610 000 et 590 000 voyageurs.

La performance togolaise traduit surtout la reprise du transport aérien après le choc provoqué par la pandémie de Covid-19. En 2019, l'AIGE avait enregistré environ 916 000 passagers. Ce volume était tombé à près de 460 000 en 2020. Le trafic a ensuite progressivement retrouvé son niveau, atteignant environ 1,42 million de voyageurs en 2023, avant de franchir le cap des 1,5 million en 2024.

La performance s'appuie sur la modernisation de l'infrastructure. Mise en service en 2016, la nouvelle

aérogare a renforcé les capacités d'accueil et de traitement des passagers. Elle a accompagné l'élargissement du réseau aérien au départ de Lomé et le développement de nouvelles connexions régionales et internationales.

La dynamique est également portée par ASKY, compagnie panafricaine basée dans la capitale togolaise. Son réseau contribue à faire de Lomé une plateforme de correspondance entre plusieurs marchés d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Pour les voyageurs, cette position facilite les déplacements entre différentes capitales avec moins d'escales.

Au-delà des statistiques, cette progression renforce

le rôle de l'AIGE dans l'économie nationale. Un trafic aérien plus important favorise les déplacements professionnels, soutient les activités touristiques et améliore l'accessibilité du territoire. Il contribue aussi à renforcer la connexion de Lomé avec les pôles économiques du continent. Le classement doit toutefois être considéré avec prudence. Certaines données nationales étant arrondies ou incomplètes, les volumes présentés restent indicatifs. Ils donnent néanmoins une tendance claire : Lomé s'impose comme l'une des plateformes aériennes importantes de l'espace franc CFA.

Cette évolution pose la question des capacités futures. La croissance

du trafic devra être accompagnée par des investissements permettant d'adapter les installations, d'améliorer l'accueil et de maintenir des standards élevés en matière de sécurité et de traitement des passagers.

Avec 1,51 million de voyageurs en 2024, l'AIGE confirme sa place dans le réseau aérien régional. La progression enregistrée depuis 2020 constitue un signal positif pour la mobilité et les échanges. Pour le Togo, l'enjeu sera désormais de transformer cette croissance en avantage durable, en consolidant la vocation de Lomé comme plateforme de correspondance et en anticipant les besoins futurs du transport aérien.

E.A

Industrie togolaise

Un dynamisme porté par de grands projets

Longtemps dominé par l'industrie extractive, le secteur industriel du Togo renaît de ses cendres. Ce renouveau industriel porté par des projets d'envergure implémentés par le gouvernement fait l'objet de notre présent dossier.

Avec une contribution estimée entre 20 et 23 % du Produit intérieur brut (PIB), le secteur industriel participe activement à la croissance économique à travers l'extraction minière, l'agroalimentaire et la transformation locale. Depuis des décennies, la volonté des autorités togolaises de promouvoir le développement industriel a été clairement affichée, à travers des initiatives et mesures prises au fil des années.

Ainsi dans les années 1970, la volonté d'attirer les investissements et de créer un cadre favorable aux activités de transformation pour l'exportation a conduit, en 1977, à la création de la zone franche. En 1989, une loi est introduite pour réorganiser la zone franche comme un outil de lutte contre le chômage des jeunes et de développement du pays. L'objectif principal est de stimuler le secteur industriel et de promouvoir l'exportation en offrant des avantages fiscaux et des simplifications administratives.

la coopération et de l'aide financière internationale après 2007. Cette nouvelle phase a conduit à la création de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) et à baliser la voie pour d'autres projets d'envergure tels que le pôle industriel de Kara et le projet industriel d'Agbélouvé.

Le renouveau avec la PIA
Le développement de cette plateforme marque une nouvelle étape significative, avec le début de ses opérations en janvier 2022 et la formation de jeunes togolais pour intégrer l'industrie textile au sein de la PIA en février 2022. En amont, des efforts sont entrepris pour améliorer le climat des affaires, rénover les infrastructures et promouvoir les exportations à forte intensité de main-d'œuvre. Dans l'économie moderne, la force d'une plateforme industrielle comme celle de la PIA se mesure à la fois au volume de ses investissements, au nombre d'emplois créés, à la diversité ainsi qu'à la complémentarité des acteurs qu'elle parvient à rassembler.

À la plateforme industrielle d'Adétikopé, la logique est respectée. Elle prend même une forme concrète : 25 entreprises partenaires y sont désormais recensées, dont 12 déjà pleinement opérationnelles dans des

Pour les populations, le premier impact tient à la transformation de la matière première en valeur ajoutée sur place.

Au lieu d'exporter

devient un maillon intégré dans une chaîne industrielle structurée.

Pour les filières concernées, l'effet est tout aussi déterminant

circulent plus rapidement, les standards de production s'harmonisent et les exigences de qualité se renforcent progressivement. Cet élan contribue à élever le



Faure Gnassingbé échangeant avec un employé de la PIA

uniquement des produits bruts, les chaînes de transformation installées à la PIA permettent de capter une partie plus importante de la richesse générée. Cela se traduit par une meilleure valorisation des productions agricoles et un renforcement des revenus des producteurs locaux, notamment dans les filières du soja, du karité et de la noix de cajou. Cette proximité entre production et transformation réduit

La présence simultanée de plusieurs entreprises dans des secteurs complémentaires favorise l'émergence de véritables écosystèmes industriels. Les échanges entre acteurs deviennent plus fluides, les coûts logistiques sont optimisés et les opportunités de coopération technique se multiplient. Dans le textile comme dans les oléagineux, cette concentration d'activités permet de standardiser les procédés, d'améliorer la qualité des produits finis et de renforcer leur compétitivité sur les marchés régionaux et internationaux.

Cette organisation intégrée contribue également à réduire la dépendance aux exportations de matières premières non transformées, un enjeu central pour les économies en développement. En structurant localement la chaîne de valeur, la PIA participe à une montée en gamme progressive des filières agricoles et industrielles togolaises. La coexistence de 25 entreprises partenaires sur un même espace crée un environnement propice à la diffusion des compétences, des technologies et des bonnes pratiques. Les innovations

niveau global de l'industrie nationale. Elle favorise également l'émergence de sous-traitants locaux et de services spécialisés autour des activités principales. Transport, maintenance, conditionnement, logistique ou services techniques trouvent ainsi un terrain fertile pour se développer, élargissant l'impact économique bien au-delà des seules entreprises installées. Avec l'objectif de stimuler l'industrialisation et le développement économique du pays en transformant les matières premières localement pour créer des chaînes de valeur intégrées, la PIA joue un rôle important dans l'industrialisation du Togo. Pour atteindre son objectif, un accent est mis sur l'attraction d'investissements, la création d'emplois et la diversification de l'économie, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire et du textile.

Désormais et avec la multiplication des unités industrielles, des ressources agricoles du pays comme le coton, le soja, les arachides, les ananas et les mangues sont transformées en produits finis à plus forte valeur ajoutée pour l'exportation.



Vue aérienne du site de la PIA

Mais avec les crises politiques, le secteur industriel a connu une zone de turbulence, avant d'amorcer une nouvelle phase de relance dans les années 2010 et 2020. Ceci, suite à la reprise de

filières stratégiques du soja, du karité, de la noix de cajou, du textile... Cette configuration produit en réalité des effets systémiques qui dépassent largement les frontières du site industriel.

également les pertes post-récoltes et améliore la stabilité des débouchés pour les agriculteurs. Le paysan n'est plus seulement un fournisseur isolé face aux aléas des marchés internationaux, mais

Contre le chômage, l'objectif de la PIA est clair : générer des milliers d'emplois directs et indirects pour les jeunes et les femmes, en se concentrant sur le développement de compétences via des formations spécialisées.

Depuis son inauguration en juin 2021, la PIA se revendique déjà plus de 3000 emplois directs créés dans plusieurs secteurs stratégiques comme le textile, le soja et le bois. À terme, l'objectif est de porter ce chiffre à 35 000 emplois directs. À travers son renouveau industriel, le Togo entend impulser une mutation structurelle de l'économie en réduisant sa dépendance vis-à-vis de l'exportation des matières premières brutes. Le renouveau industriel au Togo, se matérialise également par d'autres projets phares tels que la création d'un parc industriel à Kara.

Quid de la portée du pôle de Kara ?

Depuis fin 2025, le gouvernement a engagé des discussions pour la création d'un nouveau parc axé sur l'agro-industrie et les énergies renouvelables à Kara. À travers cette initiative en gestation, le gouvernement entend stimuler la transformation locale, créer des emplois durables et promouvoir le développement industriel de la région.

Plus particulièrement, il sera question de générer des milliers d'emplois qualifiés pour dynamiser l'économie du nord du pays. En intégrant la production d'énergies propres et d'équipements électriques à ce projet, il est question pour le gouvernement de stimuler durablement les activités économiques et agricoles. Par la même occasion, de réduire la pauvreté, d'améliorer les revenus des producteurs et de diminuer la dépendance aux importations alimentaires.

Outre le pôle de Kara, un autre projet industriel d'envergure est en préféaisabilité à Agbélouvé. Lancé début 2026, ce projet vise à créer une zone industrielle et logistique dans cette localité située à

65 km au nord de Lomé. **La portée du projet d'Agbélouvé** S'inscrivant dans le cadre de la stratégie nationale de modernisation industrielle, ce projet industriel vise à renforcer la transformation locale des matières premières et à stimuler l'économie.

Sa localisation stratégique, notamment à Agbélouvé, vise à décongestionner la capitale et à créer un nouveau pôle de développement à l'intérieur du pays. Mieux, à accroître les capacités nationales de transformation pour réduire l'exportation de matières premières brutes.

Le partenariat public-privé pour accompagner l'élan

Pour relancer le secteur industriel, l'une des stratégies adoptées par les autorités togolaises est la promotion du Partenariat public-privé (PPP). Grâce à ce partenariat, le secteur industriel togolais n'a de cesse de mobiliser les investissements privés. À travers cette démarche, des infrastructures stratégiques se modernisent dans les secteurs clés comme l'agriculture et la logistique, et stimulent dans la foulée la croissance économique par la transformation locale des matières premières. C'est notamment le cas de la PIA, qui bénéficie de l'expertise de développeurs comme Arise IIP pour la mise en place des industries compétitives.

Cet engagement à diversifier les alliances pour promouvoir le secteur industriel togolais est porté par le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, qui ne manque pas d'initiative pour faire venir des partenaires. C'est notamment le cas de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), avec qui le pays renforce sa collaboration.

L'accompagnement de cette institution onusienne prend en compte le renforcement des capacités nationales et des entreprises industrielles, la promotion du développement durable et de la technologie ainsi que la facilitation de la coopération internationale.

Son action inclut également l'amélioration de la qualité, la compétitivité, l'accès au marché, l'aide à la transition vers des industries plus propres, et le soutien à des filières spécifiques. Un ensemble d'expertises, qui pourrait être vital pour le Togo.



Unité textile à la PIA

Au-delà, des alliances du Togo avec d'autres institutions à l'instar de Singapore Cooperation Enterprise, le FIDA et des collaborations avec des secteurs privés comme l'Alliance pour la promotion du port de Lomé (A2PL), permettent également de promouvoir le secteur industriel. Et ceci, à travers des politiques nationales, des projets de zones industrielles et des initiatives de facilitation pour les investisseurs. La Politique nationale de l'industrie, élaborée avec le soutien du Tony Blair Institute, ambitionne de son côté de dynamiser la production manufacturière, de créer des pôles de compétitivité, de favoriser la transformation locale des matières premières et de générer des emplois décents.

Le secteur industriel en chiffres

Secteur à fort potentiel de développement, le secteur industriel contribue à environ 23 % du PIB du Togo. En plein essor ces dernières années, l'indice de production industrielle a connu une croissance de +10,5 % en 2025.

Pour nombre d'analystes, cette percée s'inscrit dans une dynamique positive portée par la Plateforme

industrielle d'Adétikopé (PIA) et la transformation des matières premières. Aujourd'hui, le secteur industriel est considéré comme l'un des moteurs de l'économie togolaise, aux côtés de l'agriculture et des services, avec une contribution de plus de 20

% du PIB. Mais bien qu'en plein essor, le secteur reste confronté à plusieurs difficultés. Elles sont relatives aux coûts de production élevés, à la concurrence déloyale du secteur informel et aux difficultés d'accès aux marchés régionaux. À ces difficultés s'ajoutent des coupures d'électricité qui affectent parfois les productions.

Rectifier le tir

Pour relever les défis, plusieurs initiatives sont menées. Au nombre d'entre eux, l'on citera le soutien à l'agriculture et à l'agro-industrie. A ce sujet, le gouvernement met en place des mesures pour améliorer l'offre de matières premières, y compris des subventions et des systèmes de traçabilité pour lutter contre la concurrence déloyale. Dans le but d'accroître la compétitivité des produits industriels togolais, un accent est mis sur la modernisation industrielle. À ce niveau, des investissements sont réalisés pour moderniser les chaînes de valeur et rendre les industries togolaises plus compétitives sur les marchés internationaux. Et la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) est un exemple de projet visant à attirer des investissements

et à transformer les matières premières sur place. En amont, des réformes réglementaires et d'amélioration de l'environnement des affaires sont engagées. Ainsi, des efforts sont déployés pour simplifier le cadre

réglementaire et améliorer le climat des affaires afin d'attirer davantage d'investissements étrangers.

Un label Made in Togo pour booster l'industrie

Il vise à donner une plus grande visibilité aux produits industriels togolais, qui restent souvent anonymes faute de promotion.

Pour garantir l'authenticité des produits industriels locaux, le made in Togo est attribué après évaluation par un comité interministériel, pour assurer aux consommateurs l'origine et la qualité des produits. Une plateforme e-commerce dédiée, soutenue par l'OIF, facilite également la vente en ligne sécurisée des produits issus des industries togolaises. Par ailleurs, la Politique nationale de la qualité, adoptée dès 2019, fixe des normes afin d'aligner les produits industriels togolais sur les standards internationaux.

Grâce à ces différentes initiatives, le secteur industriel reprend du poil de la bête et ne cesse de renforcer sa contribution au développement du pays.

Caleb Akponou

Débat

Un couple s'est marié et il a eût plusieurs enfants. Dans peu de temps, la femme est tombée malade. Après plusieurs tentatives sans solution, l'homme a fait semblant qu'il voyage juste pour un temps et il a abandonné la femme en lui disant qu'il va à la recherche de quelqu'un pour le traitement. La femme s'est débrouillée seule avec les enfants et un jour elle a trouvé quelqu'un qui lui aida dans le traitement de la maladie et grâce à Dieu sa santé s'est améliorée. Maintenant l'homme qui a aidé la femme avec tous ses moyens jusqu'à ce qu'elle ne soit guérie est tombé amoureux d'elle et veut l'épouser. Alors la question est de savoir si la femme dit-elle accepter ou refuser la demande de ce dernier sachant bien qu'elle ne s'est pas divorcée avec son mari ?

La guerre de Troie

C'est un conflit légendaire de la mythologie grecque opposant les Grecs (Achéens) aux Troyens pendant dix ans. Elle commence après l'enlèvement d'Hélène par le prince troyen Pâris et s'achève par la ruse du cheval de Troie qui permet la chute de la cité.Les Causes du Conflit: La Pomme d'or : Éris, déesse de la discorde, offre une pomme à la plus belle. Aphrodite gagne le choix de Pâris en lui promettant Hélène. L'enlèvement d'Hélène : Pâris enlève Hélène, épouse de Ménélas, roi de Sparte. L'expédition grecque : Ménélas et son frère Agamemnon réunissent les rois grecs pour assiéger Troie. Les Héros MajeursCôté grec : Achille, le plus grand guerrier, Ulysse, roi d'Ithaque et stratège, et Ajax. Côté troyen : Hector, prince et chef des armées, son frère Pâris, et le roi Priam. La Fin et la Chute de Troie. La mort d'Hector : Tué par Achille sous les remparts, son corps est traîné avant d'être rendu à Priam. Le Cheval de Troie : Devant l'impossibilité de vaincre par la force, Ulysse imagine un grand cheval de bois creux. L'assaut final : Les Grecs s'y cachent, font semblant de fuir, et ouvrent les portes de la ville la nuit venue.

Trouvez la bonne réponse

Socrate dit :
Quand j'étais jeune je n'aimais pas me lever tôt, et ma mère détestait ce comportement de ma part car elle rêvait de me voir un jour comme un riche marchand.
Et un jour ma mère est allée avec moi chez le professeur..et se sont mis d'accord qu'il me donne une leçon !
Il me recitait les avantages de se lever tôt.

- Professeur : Socrate, je vais te raconter une belle histoire, et tu me diras qu'est-ce que tu en as bénéficié, d'accord ?
Socrate : D'accord
- Le professeur : Il y avait deux oiseaux, dont l'un se réveillait tôt et mangeait des insectes et nourrissait ses petits, et le second se réveillait tard et ne trouvait rien à manger... Qu'as-tu retiré de l'histoire, Socrate ?!
- Socrate:Les insectes qui se réveillent tôt sont mangés par les oiseaux !

Trouvez la bonne réponse

 +  +  = 60 kg

 +  +  = 26 kg

 +  +  = 15 kg

 +  X  = ? kg

Photo du jour



Quelques ambassades et consulats
■ Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70 ■ Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32 ■ Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40 ■ Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94 ■ Ambassade d’Egypte; Tél: 22 21 24 43 ■ Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25 ■ Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56 ■ Union Européenne; Tél: 22 53 60 00 ■ Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23 ■ Consulat de France; Tél: 22 23 46 40 ■ Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60 ■ Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30 ■ Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25 ■ Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63 ■ Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58 ■ Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35 ■ Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00 ■ Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31 ■ Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80 ■ Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11 ■ RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCY: Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCY: Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com
Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.
Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA : Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA: Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL: Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN: Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)
Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédzanawé); Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Courant électrique

Des interruptions ponctuelles à prévoir jusqu’au 21 septembre sur l’ensemble du territoire

Dans un communiqué publié en fin de semaine dernière, la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) a annoncé des interruptions ponctuelles de la fourniture d’électricité sur l’ensemble du territoire national. Ces interruptions devraient durer jusqu’au 21 septembre 2026.



Travaux de maintenance d’un réseau électrique

Les équipements de la West African Gas Pipeline Company (WAPCo) connaîtront des travaux de maintenance préventive au niveau sous régional. En raison de ces travaux, l’approvisionnement en gaz naturel destiné aux centrales thermiques sera interrompu du 28 août au 21

septembre 2026. « Cette situation sous régionale affectera à la fois la production des centrales implantées sur le territoire national ainsi que l’importation de

l’électricité en provenance des pays voisins », a souligné le directeur de la communication de la CEET, Dr Nikabou Gmakagni dans un communiqué publié le 27 août dernier.

Dans ce communiqué, la CEET a précisé qu’afin de préserver au mieux la continuité du service, elle a fait le choix de recourir, sur cette période, « aux combustibles liquides plus onéreux plutôt que de réduire davantage l’offre disponible ». « L’ensemble des dispositions prises permettront de limiter les perturbations attendues sans toutefois les éliminer totalement. Certains quartiers ou localités pourraient donc connaître des interruptions ponctuelles que la CEET s’efforcera de minimiser »,

a rappelé Dr Gmakagni. A l’occasion, la Compagnie énergie électrique du Togo recommande à sa clientèle de « toujours garder les appareils débranchés pendant les périodes de coupure et de ne les rebrancher qu’au retour de l’électricité ».

Par ailleurs, elle présente ses excuses à sa clientèle pour « les désagréments occasionnés par cette situation indépendante de sa volonté, et la remercie pour sa bonne compréhension ».

La rédaction

Cotonculture

L’objectif de 10 980 hectares atteint par les producteurs nationaux

La campagne cotonnière 2026-2027 démarre sous les meilleurs auspices au Togo, portée par un engouement agricole qui a largement dépassé les attentes gouvernementales. Les exploitants ont massivement répondu à l’appel avec 115 980 hectares de terres déjà ensemencés au 31 juillet, balayant ainsi l’objectif initial qui tablait sur 105 000 hectares. Selon les dernières données du Programme régional de production intégrée du coton en Afrique (PR-PICA), ce démarrage se traduit par un taux d’exécution record de 110,5 %, représentant un bonus inattendu de près de 11 000 hectares injectés dans l’économie blanche du pays.

Cette progression intervient alors que le Togo ambitionne de porter sa production à 105 000 tonnes de coton-graine au terme de la campagne, contre environ 80 000 tonnes attendues pour 2025-2026. L’objectif traduit la volonté de consolider le redressement engagé par la filière après plusieurs années difficiles.

La production était tombée à 60 403 tonnes en 2024-2025 avant de repartir à la hausse, tandis que le rendement moyen est passé de 797 à environ 995 kg par hectare.

Le regain d’intérêt des producteurs s’inscrit dans un environnement où plusieurs mécanismes de soutien sont maintenus.

Le prix d’achat du coton-graine reste fixé à 300 FCFA le kilogramme et les producteurs continuent de bénéficier de subventions sur les engrais. Pour 2026, l’État a annoncé une enveloppe de 5,8 milliards de FCFA destinée à soutenir l’approvisionnement en intrants, dont 21 000 tonnes d’engrais pour les producteurs. Ces mesures doivent contribuer à améliorer la productivité et à rendre la culture plus attractive dans les différentes zones de production.

Le dépassement des superficies ne garantit toutefois pas à lui seul

l’atteinte de l’objectif de production. Les rendements, les conditions pluviométriques et la

celles du même mois en 2025. Pour la filière, l’enjeu sera donc de transformer les 115 980 hectares déjà



Du coton

pression des ravageurs resteront déterminants jusqu’à la récolte. Le Togo a notamment enregistré en juillet des précipitations supérieures de 99 mm à

emblavés en volumes supplémentaires afin de se rapprocher de la cible de 105 000 tonnes fixée pour la campagne.

La rédaction

En un clic,
payez votre
TVM
par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play





FEDERER POUR BATIR
 www.otr.tg

Volley-ball

Le Togo enregistre son deuxième arbitre international

Après Anato Atsou, un deuxième togolais vient de franchir le cap d'arbitre international de volley-ball. Il s'agit de M'Bélou Tilabalo, qui a décroché mercredi 26 août 2026, son précieux sésame, à la suite d'un examen rigoureux organisé à Saly au Sénégal.



M'Bélou Tilabalo, arbitre international de volley-ball

Avec ce sacre, l'arbitrage togolais franchit un nouveau cadre vers une plus grande reconnaissance internationale. Pour décrocher son titre à cet examen organisé par la Confédération Internationale de volley-ball et la Fédération Internationale de volley-ball (FIVB), l'arbitre togolais a altéré des formations théoriques et mis en situation pratique. Soumis à des épreuves d'évaluation, le Togolais a franchi cette étape exigeante avec succès, récompensant ainsi plusieurs années de travail, de discipline et d'engagement au service de l'arbitrage. Il rejoint avec cette reconnaissance d'arbitre international son compatriote Anato Atsou, qui lui avait obtenu cette qualification il y a une dizaine d'années. A noter que le titre d'arbitre international sert de reconnaissance suprême dans la carrière d'arbitre de volley-ball. Il atteste qu'un officiel possède la maîtrise technique, l'expérience et les compétences linguistiques requises pour diriger des rencontres au plus haut niveau mondial. A travers cette reconnaissance, le Togo affirme sa présence et sa crédibilité auprès des instances mondiales comme la Fédération internationale de volley-ball (FIVB).

Caleb Akponou

Eliminatoires CAN 2027

Deux matchs décisifs pour le Togo en septembre

La Confédération africaine de football (CAF) a officialisé, le 24 août 2026, les dates des deux prochaines rencontres du Togo dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2027. Les Éperviers accueilleront d'abord le Burundi à Lomé avant de se déplacer en Zambie quatre jours plus tard.

Le premier rendez-vous est fixé au vendredi 25 septembre 2026 au stade de Kégué. Le Togo y recevra le Burundi à partir de 16 heures GMT, sur la pelouse naturelle de Kégué. Pour cette rencontre, la CAF a désigné un quatuor arbitral mozambicain conduit par Celso Armindo Alvação. Il sera assisté d'Arsenio Chadreque Maringule et de Zacarias Horacio Baloi. Simões Bernardo Guambe officiera comme quatrième arbitre. Après cette sortie à domicile, la sélection nationale togolaise mettra le cap sur la Zambie pour son deuxième rendez-vous de cette fenêtre internationale. Zambie vs Togo se disputera le mardi 29 septembre 2026 au Levy Mwanawasa Stadium de Ndola. Le coup d'envoi est programmé à 18 heures, heure locale, soit 16 heures GMT. La rencontre de Ndola sera dirigée par l'arbitre

soudanais Mahmood Ali Mahmood Ismail, assisté de ses compatriotes Omer Hamid Mohamed Ahmed et Abobakr Abdalbagi Ahmed Abofalg. Sabri Mohamed Fadul a été désigné quatrième arbitre. Le calendrier des Éperviers pour cette séquence des

2017, le Togo n'a plus participé à une phase finale de la CAN. La sélection nationale a manqué les tournois de 2019, 2021, 2023 et 2025. Pour ce faire, ces éliminatoires se présentent pour le pays comme un défi majeur



Une séance d'entraînement des Éperviers

éliminatoires de la CAN 2027 est donc désormais connu : le Burundi à Lomé le 25 septembre, puis la Zambie à Ndola le 29 septembre.

Quid de l'importance de ces éliminatoires ?

Les éliminatoires de la CAN 2027 sont d'une importance capitale pour le Togo. Après une longue absence, elles seront l'occasion pour le pays de se remettre et de retrouver l'élite du football africain. En effet, depuis l'édition

pour le Togo, logé dans le groupe 1 aux côtés de l'Algérie, de la Zambie et du Burundi. Dans ledit groupe, l'Algérie est favorite, tandis que la Zambie et le Burundi sont des adversaires directs pour la deuxième place qualificative.

Bien démarrer les éliminatoires dès le mois de septembre 2026, à domicile au stade de Kégué face au Burundi, est indispensable pour espérer se qualifier.

TM-FTF

Eliminatoires CAN U23 2027

Le Togo affronte de la Libye au premier tour

Engagé dans les éliminatoires de la CAN U23 2027, le Togo connaît désormais son premier adversaire. Le tirage au sort effectué ce mardi au Caire, en Égypte, a placé les Éperviers U23 face à la Libye au premier tour de la compétition.

La sélection togolaise recevra son adversaire lors de la première manche. Le match aller est programmé le 28 septembre 2026 à Lomé, avant le déplacement en Libye pour le match retour prévu le 6 octobre 2026.

Cette double confrontation constituera la première étape d'un parcours qualificatif qui se disputera en trois tours. En cas de qualification face à la Libye, les Éperviers U23 retrouveront le Ghana au deuxième tour. S'ils franchissent également cet obstacle, ils devront encore

négoier un troisième et dernier tour pour espérer décrocher leur billet pour la phase finale de la CAN U23 2027.



Les Éperviers juniors en regroupement avec leur staff

Selon le calendrier établi pour ces éliminatoires, les rencontres du troisième tour sont notamment programmées les 22 et 30 mars 2027, respectivement pour les manches aller et retour. Ce dernier tour sera donc décisif dans

l'attribution des places pour la phase finale.

L'Égypte accueillera la phase finale

La Coupe d'Afrique des Nations U23 2027 se déroulera en Égypte. Cette compétition continentale constitue l'un des rendez-vous majeurs pour les jeunes internationaux africains et offre aux différentes sélections

l'occasion de se mesurer au plus haut niveau de leur catégorie. Au-delà du titre continental, l'édition 2027 revêtira un enjeu particulier puisqu'elle servira également de tournoi africain de qualification pour les Jeux olympiques de Los Angeles 2028. La CAN U23 joue ainsi un double rôle : consacrer la meilleure sélection africaine de la catégorie et déterminer les représentants du continent pour le tournoi olympique masculin de football. Première étape : franchir l'obstacle libyen Pour le Togo, les projections vers l'Égypte passent d'abord par cette double confrontation contre la Libye. Les Éperviers U23 tenteront de prendre

une option à domicile le 28 septembre à Lomé, avant d'aller chercher la qualification lors de la manche retour, le 6 octobre en Libye.

La route sera encore longue puisque trois tours sont au programme avant la phase finale. Mais l'objectif immédiat est désormais clairement identifié : franchir le premier obstacle libyen et poursuivre l'aventure dans ces éliminatoires de la CAN U23 2027.

À noter qu'au premier tour, le Togo sera face à la Libye le 28 septembre 2026 à Lomé. En déplacement le 6 octobre 2026, les Éperviers juniors seront reçus par la Libye.

TM-FTF

Niger/Sécurité

Pour maîtriser une mutinerie, Tiani contraint de s'en remettre à la Russie

La menace aura duré une journée, mais elle pourrait laisser des traces bien plus longtemps. Le samedi 29 août, Niamey a été le théâtre d'une mutinerie militaire qui a placé le régime du général Abdourahamane Tiani face à la crise sécuritaire la plus sérieuse depuis son arrivée au pouvoir, en juillet 2023. Au terme de plusieurs heures de combats, la garde présidentielle, appuyée par les éléments russes d'Africa Corps, a repris le contrôle de la base aérienne 101, stratégique pour la capitale. Des dizaines de militaires auraient été tués ou arrêtés.

L'épisode dépasse toutefois le simple registre d'une mutinerie rapidement contenue. Les insurgés ont visé plusieurs points névralgiques, la base 101, le palais présidentiel et la télévision publique, avant de tenir plusieurs heures le complexe aéroportuaire.

Cette capacité à coordonner des actions contre des infrastructures aussi sensibles traduit, au minimum, l'existence de profondes fractures au sein de l'armée. Des sources concordantes évoquent l'implication



Gal. Tiani

de jeunes officiers, notamment issus d'unités engagées sur les fronts djihadistes. Le paradoxe est brutal.

Le régime de Tiani avait précisément fondé sa légitimité sur la promesse de restaurer la souveraineté et de reprendre l'initiative dans la lutte contre les groupes armés. Or, trois ans après le coup d'État, les attaques

engagés en première ligne semble désormais se retourner contre la hiérarchie. La crise de samedi suggère ainsi que l'insécurité n'est plus seulement un problème extérieur : elle devient un facteur de déstabilisation du pouvoir lui-même.

Autre enseignement majeur : le rôle déterminant de la Russie. Sollicités par les autorités, les hommes d'Africa Corps auraient apporté un appui terrestre et aérien décisif pour reconquérir la base. L'ambassadeur russe à Niamey a confirmé leur intervention.

Cette séquence donne une portée nouvelle au rapprochement entre Niamey et Moscou. La Russie n'apparaît plus seulement comme un

partenaire extérieur de la lutte antijihadiste, mais comme un acteur susceptible d'intervenir directement lorsque la stabilité du régime est menacée de l'intérieur.

La junte peut donc revendiquer une victoire militaire. Mais politiquement, le bilan est plus ambigu. La base 101 a été reprise ; la fracture, elle, demeure. Et tant que les pertes militaires, les frustrations des troupes et la persistance de la menace djihadiste ne seront pas durablement traitées, le pouvoir de Niamey devra composer avec une équation aussi simple que dangereuse : plus la guerre s'enlise, plus la cohésion de l'armée devient une question politique.

Alexandre Wémima

Côte d'Ivoire/Politique

Depuis l'exil, Soro tente de transformer l'absence en force politique

Un fauteuil crème, des rideaux opaques et un visage longtemps resté absent des écrans. En moins d'une minute, Guillaume Soro a pourtant réussi, le 22 août, à rappeler qu'il n'avait pas quitté la politique ivoirienne. Depuis son exil, l'ancien Premier ministre et président de l'Assemblée nationale s'est adressé aux militants de Générations et peuples solidaires (GPS), réunis à Abidjan pour une nouvelle Conférence nationale d'expression citoyenne. Le message était bref, mais le signal politique, lui, ne l'était pas.

Car Soro n'a plus les attributs classiques d'un opposant politique. Son mouvement a été dissous par la justice en 2021 et lui-même condamné par contumace à la prison à perpétuité pour atteinte à la sûreté de l'État. Depuis 2019, il vit hors de Côte d'Ivoire. Son exclusion de la compétition présidentielle de 2025 avait confirmé que son retour dans le jeu institutionnel demeurerait, à court terme, hautement improbable.

C'est précisément dans cet espace contraint que

Soro semble chercher désormais à reconstruire son influence. Plutôt que de disparaître, il travaille à maintenir un réseau militant, à réorganiser ses troupes et, surtout, à donner un contenu doctrinal à son mouvement. La conférence du 22 août devait ainsi permettre de revisiter les textes fondateurs de GPS et sa doctrine. Trois jours plus tard, Soro officialisait le terme « mérititaire », destiné à qualifier les adhérents et la ligne d'action de cette doctrine baptisée « Méritéité ».

Le choix n'est pas anodin. Privé d'un parti légal et de toute représentation institutionnelle, Soro tente de déplacer le centre de gravité de son combat : de l'appareil électoral vers l'idée politique, du territoire vers le réseau, de la présence physique vers l'influence à distance. Une stratégie qui rappelle que, dans les oppositions durablement empêchées, la survie politique passe parfois moins par la conquête

immédiate du pouvoir que par la conservation d'une base militante et d'un récit alternatif.

Les récentes libérations de deux cadres de GPS, Mamadou Traoré

messages. Reste une question essentielle : cette réorganisation peut-elle réellement ramener Soro dans le jeu politique ivoirien ? Rien ne permet encore de l'affirmer. Entre

de laisser son exclusion institutionnelle se transformer en disparition politique. Son pari est désormais de convertir l'exil en position d'attente, et la marginalisation en capacité d'influence.



Guillaume Soro

et Kando Soumahoro, après avoir purgé leurs peines, ont d'ailleurs offert au mouvement des séquences de remobilisation. À chaque occasion, Soro reste présent par procuration, à travers ses lieutenants et

l'exil, la condamnation judiciaire et l'absence d'un cadre politique légal, son retour demeure hypothétique.

Mais son activité récente dit quelque chose de plus important : Soro refuse

Reste à savoir si cette stratégie suffira à faire de GPS autre chose qu'un mouvement survivant : une véritable force politique capable, demain, de retrouver une place dans le jeu ivoirien.

T.M.

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



*Offre soumise à conditions

0 TAUX
%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



**CORIS
BANK**
INTERNATIONAL